

Communiqué de Presse

CIADT DU 18 DECEMBRE 2003

Martin MALVY : « une douche glacée pour Toulouse et la région ! »

A l'issue du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIADT) d'aujourd'hui, Martin MALVY, président du Conseil régional Midi-Pyrénées, a exprimé « sa colère face au traitement réservé aux dossiers de Toulouse et de la région. Après les indiscretions savamment distillées ces derniers jours et qui promettaient une série de bonnes nouvelles pour Midi-Pyrénées, ce CIADT constitue une véritable douche glacée pour Toulouse et la région. »

« Manifestement », a poursuivi Martin MALVY, « **le TGV promis pour Toulouse s'est arrêté à Bordeaux**. En fait d'annonce, le CIADT a confirmé l'inscription du projet aux schémas nationaux, déjà acquise en juillet 2001, et le lancement du débat public en 2005, comme annoncé en octobre dernier. Par contre, le gouvernement repousse l'échéance de sa réalisation à 2025 : c'est un formidable coup bas contre Toulouse ! Car le communiqué de Matignon est clair. Il indique que la liaison Toulouse-Bordeaux *est inscrite sur la carte des infrastructures à long terme*. Le long terme a une signification, c'est effectivement 2025. Au mieux. »

« De la même façon, **le gouvernement se moque des Midi-Pyrénéens du Nord de la région en abandonnant le TGV pendulaire pour la liaison Paris-Orléans-Limoges-Toulouse**. Souillac, Gourdon, Cahors, Gramat, Figeac, Rodez apprécieront ce renoncement en rase campagne pour un projet qui avait été approuvé par deux CIADT et qui devait entrer en service en 2005. En tout état de cause », a précisé Martin MALVY, « nous demanderons à M. RAFFARIN le remboursement des crédits que le Conseil régional a déjà engagé dans le cadre des conventions signées avec la SNCF et Réseau ferré de France. Et, avec les Régions Limousin et Centre, nous assignerons le gouvernement devant les tribunaux pour rupture de contrat. »

Enfin, le président du Conseil régional Midi-Pyrénées s'est insurgé contre la « **marche arrière enclenchée aujourd'hui dans le projet de re-localisation de l'ONERA** à Toulouse. Alors que j'avais signé avec le président de l'ONERA, en présence du ministre de la Défense Alain RICHARD, le transfert de 600 chercheurs en Midi-Pyrénées, le gouvernement entend désormais limiter cette opération à l'implantation à Toulouse d'une activité ne mobilisant qu'une soixantaine de scientifiques. Encore une fois, le gouvernement à travers ce CIADT revient ainsi sur la parole donnée par l'Etat. »

« Pas un mot sur la désignation du Centre national de recherche et technologie de l'aéronautique et de l'espace comme tête de réseau national, la reconduction de bonnes paroles sur Galiléo, etc. Au total, **il ne pouvait pas y avoir de résultat plus atterrant pour Toulouse et sa région que celui qui découle de ce CIADT**. »